

LE PROJET AGRO-ÉCOLOGIQUE POUR LA FRANCE

La table ronde organisée, sur le thème du « Projet agro-écologique pour la France, orientations associées pour la recherche et l'expérimentation dans la filière légumière », a réuni pour cet échange-débat : Fabrice Dreyfus (CGAAER), Hervé Guyomard (Inra), Alain Vernède (Ctifl), Agnès Bernardin (Unilet), Gérard Roche (Légumes de France) et André Bernard (APCA).

L'objectif du projet agro-écologique pour la France est de montrer qu'il est possible d'avoir une production doublement performante sur les plans économique et environnemental. Le succès du concept d'agro-écologie a permis le développement de nombreux modes de production alternatifs : agricultures biologique, raisonnée, durable, production intégrée... Ainsi, l'objectif de ce projet est de faciliter le développement de systèmes de production performants en créant un environnement porteur pour faciliter l'innovation et le partage d'expériences.

Bien que tous les intervenants se soient accordés à dire qu'il est important à l'heure actuelle de développer des méthodes de production alternatives, différents problèmes et remarques ont émergé au cours des échanges :

- **Un concept d'agro-écologie flou**

L'une des premières remarques sur laquelle les différents intervenants se sont accordés est que le concept d'agro-écologie reste à l'heure actuelle très vague pour une grande majorité d'acteurs. L'agro-écologie regroupe à la fois un ensemble de pratiques, un mouvement social et politique, une discipline émergente et est difficilement définissable. Par exemple, lors d'un colloque organisé par l'Inra, de nombreuses personnes dans la salle associaient à tort l'agro-écologie à l'agriculture biologique. Il faut avant tout **clarifier cette notion d'agro-écologie** pour pouvoir avancer sur des bases solides.

- **Barrière de rentabilité pour un changement de système de production**

Les changements de système de production à opérer sont à prendre en compte dans le contexte de compétitivité internationale auquel font face les agriculteurs. F. Dreyfus a reconnu que malheureusement, certains agriculteurs ne pourront pas suivre cette évolution. Voilà pourquoi le ministère souhaite promouvoir la diversification des méthodes pour faciliter la transition d'un maximum d'agriculteurs.

Il faut souligner que ce n'est pas la filière en elle-même qui constitue un verrou à l'implantation de ces techniques alternatives. La volonté d'associer quantité, qualité, réduction des intrants pour la production est partagée par tous, seulement cela ne sera possible que si ces systèmes mis en place sont rentables.

Enfin, l'état actuel de la filière (baisse de la production, remplacement par l'import), ne favorise pas le développement de telles techniques.

- **Barrière sociale pour un changement de système de production**

Depuis plusieurs années, la dimension environnementale est considérée dans l'établissement de systèmes de production. Désormais, on s'intéresse de plus en plus aux composantes sociales, qu'il faut également prendre en compte. Un changement de système de production engendre une prise

de risque de la part de l'agriculteur. L'agro-écologie ne doit pas être considérée comme une contrainte supplémentaire, au risque de faire face à un véritable frein social.

Ainsi, un véritable travail de **conseil** et d'**accompagnement** doit être entrepris auprès des agriculteurs.

- **Barrière économique : manque de financements**

A l'heure actuelle, on ne cesse de répéter l'importance de la recherche et de l'innovation. Les progrès effectués au sein de la filière sont déjà énormes, ce qui réduit les marges d'avancement et nécessite des travaux toujours plus poussés. Cependant, les aides pour créer ce contexte favorable d'innovation ne suivent pas.

D'une part les financements publics pour les fruits et légumes sont très peu élevés et ne semblent pas prêts d'évoluer. Or, pour développer de telles initiatives, il faut pouvoir mettre en place un véritable soutien des agriculteurs impliqués, d'autant plus que la filière est atomisée, ce qui ne simplifie pas la situation. Le cas du CAS DAR a notamment été abordé : toujours plafonné, de plus en plus d'acteurs y font appel, ce qui accroît fortement la concurrence au sein des porteurs de projets de la filière.

D'autre part les faibles marchés que représentent beaucoup d'espèces légumières n'incitent pas les firmes de protection des plantes ou semencières à développer la R&D sur ces espèces, ce qui diminue les innovations et/ou les retarde. A titre d'exemple, les âges moyens de différentes variétés de légumes ont été cités, montrant des chiffres très élevés pour ces semences.

Pour trouver de nouveaux moyens de financements, il faudrait s'inspirer des expériences d'autres filières par exemple, changer de niveau (explorer l'Europe), ou de nature de financement (cofinancement privé).

- **Importance de la mutualisation des connaissances**

Pour certaines problématiques, la filière fait face à des impasses techniques ou financières où les solutions alternatives ne sont pour le moment pas à leur portée. Malgré leurs spécificités, les différentes filières du monde agricole peuvent cependant apprendre de leurs travaux, expériences et expertises respectives. Cette mutualisation des connaissances se fait par exemple au sein du GIS, du plan EcoPhyto, des instituts techniques (notamment des grandes cultures), d'autres acteurs des Sciences comme le muséum d'Histoire Naturelle ou encore le CNRS...

Il est important de se **coordonner** avec tous les acteurs sensibles à ces thématiques de manière à établir une déclinaison globale des problèmes rencontrés et avancer conjointement.

- **Explorer le niveau européen**

Comme souligné par A. Bernardin, certains programmes incluent, par essence, une dimension européenne. C'est le cas par exemple des bassins de production ou de transformation transfrontaliers. Ainsi, il faut pouvoir considérer cette dimension européenne dans le **montage** mais également le **financement** de projet. Le PEI (partenariat européen pour l'innovation) cible les actions qui mettent en collaboration la recherche, la production, si possible les industriels, les transformateurs... Il serait intéressant d'explorer cette piste.

- **Manque d'attractivité du secteur**

Du fait des problématiques actuelles, l'attractivité de la filière est en baisse. Du côté des jeunes, un véritable message doit être transmis. L'importance des aspects **formation** a une fois de plus été mentionnée au cours de ces échanges.

EN CONCLUSION

Une nouvelle fois, ces Rencontres ont donné lieu à de nombreux échanges entre acteurs de la filière. Elles restent un événement phare pour la mise en contact de nouveaux partenaires et la mise en commun d'expertise et d'expériences pour la filière légumière. Ces Rencontres ont su répondre aux attentes des participants, mettant en lumière un GIS PIClég prêt à prolonger son engagement dans les réflexions sur les problématiques actuelles. Pour 2014, le GIS souhaite continuer sur cette lancée en améliorant toujours sa visibilité, ses pistes de réflexion, et le développement de nouveaux projets.

EN BREF

Pour 2014, le GIS devra réfléchir aux points suivants pour améliorer son fonctionnement, sa visibilité ainsi que le développement de nouveaux projets :

- *Faire un état des lieux des **financements** disponibles avec leurs conditions d'accès (niveau national ou européen, public ou privé)*
- *Mettre en place un système de **suivi de projet** de manière à ne pas abandonner de pistes de réflexion intéressantes*
- *Enclencher une action de sensibilisation du monde de l'enseignement agricole en termes de **formation***
- ***Mutualiser** au maximum les expériences de chacun*
 - *Entre partenaires et membres du GIS, entre projets, entre GT...*
 - *Avec de nouveaux acteurs (autres filières, autres acteurs des sciences...)*
- *Améliorer la **communication** du GIS au travers des plateformes existantes*

Janvier 2014